

Réunion plénière du Groupe pays Mali Jeudi 12 février 2009

Dates à retenir en 2009 :

12 mars, Paris : Conseil national de Cités Unies France

28 avril, 14h30-17h30, Cités Unies France : Réunion du groupe « Tourisme responsable »

28 avril: Restitution de la capitalisation sur l'appui à la maîtrise d'ouvrage (F3E, CUF, PAD Maroc)

mai (à définir) : Journée de restitution de l'étude sur la question alimentaire en Afrique (CFSI, CUF) ; réunion de préparation au sommet Africités

25 juin : Journée de la coopération décentralisée « Migrants, co-développement et coopération décentralisée »

1^{er}-5 décembre, Marrakech : 5^{ème} édition du sommet Africités

Ordre du jour :

Matinée :

- Accueil et tour de table
- Retour sur les Assises 2008 de la coopération décentralisée, avec les témoignages des collectivités et des structures qui y ont participé : objectifs, contenu, programme, déroulement, événement en marge, suites envisagées
- Actualités économiques, politiques et culturelles maliennes : écho des partenariats et informations récentes
- Activités des partenariats : principales réalisations et préoccupations des collectivités françaises ; attentes vis-à-vis du groupe-pays
- Réflexion sur une représentation du groupe-pays au Mali
- Calendrier 2009 de Cités Unies France et questions diverses

Après-midi :

- Réunion du groupe santé Mali (cf. compte-rendu en annexe)

Liste des participants en annexe

Relevé de conclusions de la réunion plénière

A/ Représentation du groupe-pays au Mali

Le groupe-pays a discuté l'éventualité d'établir un représentant des collectivités françaises au Mali afin de représenter leurs intérêts et d'y assurer un relais de qualité. Ce dernier serait porté par l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) et les collectivités intéressées.

Ses missions seraient multiples et répondraient avant tout aux besoins des collectivités françaises. Il devrait, entre autre, les appuyer sur des questions logistiques et administratives, être un interlocuteur pour les différents acteurs de la coopération décentralisée, faire remonter les informations locales et rendre compte de toute évolution institutionnelle. L'initiative a rencontré un avis plutôt favorable sous réserve de précisions quant à sa mission, son profil et son portage administratif et financier. Le représentant devrait débuter sa mission au Mali durant l'automne 2009. Les modalités de cette représentation seront définies durant le premier semestre 2009.

B/ Financement de projets : évolutions récentes

Les bailleurs de fonds ont récemment modifié leur stratégie dans leur mode de fonctionnement. Les principaux crédits ne sont plus attribués aux ONG et aux programmes de développement comme auparavant, mais sont versés aux États, qui les redistribuent aux opérateurs de leur choix. L'État malien devient donc son propre bailleur de fonds.

En France, depuis 2004, le financement des actions liées au domaine de la santé est passé du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) à l'Agence Française de Développement (AFD). Or, cette dernière finance les projets dont l'apport initial atteint au minimum 300 000 €. L'AFD préconise donc aux petites collectivités ayant des moyens modestes de mettre en réseau des projets de développement afin de pouvoir obtenir des fonds. (*cf. compte-rendu de la réunion du groupe santé Mali du 12 février*)

C/ Retour sur les Assises de la coopération décentralisée au Mali les 12, 13 et 14 décembre 2008

Les Assises 2008 de la coopération décentralisée ont été globalement une réussite, malgré la faible représentation des collectivités françaises par rapport aux Assises de 2005 (presque moitié moins). En revanche, le groupe-pays a salué la participation des maires maliens, qui a permis de renforcer le dialogue entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central. Depuis 15 ans, le processus soutenu de décentralisation du Mali fait du pays un exemple dans la sous-région. De nombreux représentants africains (Côte d'Ivoire, Sénégal, etc.) et étrangers (Japon, Canada,..) avaient fait le déplacement, favorisant la signature de conventions de coopérations sud/sud.

Le thème principal de ces Assises portait sur la « **Gouvernance territoriale et le Développement Economique Local** » avec comme fil rouge la mise en réseau des actions de coopération. Elles se sont déroulées comme suit :

- Trois séances plénières :

- Stratégies et projet de développement régional : outils pour une approche participative ?
 - Les démarches de coopération en réseau - mise en œuvre et animation
 - Table ronde sur la gouvernance territoriale au service du développement économique local : Quelles perspectives pour les partenariats de coopération décentralisée ?
- Une rencontre inter acteurs par région : 9 rencontres en parallèle sur les espaces « Région » de ForumExpo : Quelles contributions possibles de la coopération décentralisée ? Echanges autour de « projets territoriaux »
- Dix ateliers :
- Territorialisation des politiques publiques et la contractualisation Etat – Région
 - Mise en cohérence des cadres de planification et des stratégies territoriales au niveau des Régions, Cercles et Communes et stratégies territoriales, Emploi/Formation professionnelle et jeunesse
 - Structuration des filières agro artisanales, partenariat entre collectivités locales et secteur privé et formation des praticiens
 - Développement Economique Territorial : outil d’animation et de promotion d’un territoire
 - Stratégie de renforcement des capacités des agents de la fonction publique territoriale et des élus locaux
 - Finances locales, gestion budgétaire et amélioration des ressources internes des collectivités locales
 - Patrimoine, biodiversité et stratégies de développement économique local
 - Gouvernance de l’Eau à l’échelle d’un Fleuve et coopération décentralisée
 - Stratégie de valorisation des produits locaux
 - Mise en réseau de plusieurs territoires maliens autour d’une même problématique

D/ La mise en réseau des actions de coopération décentralisée franco-malienne

Les collectivités françaises ont fait de la mise en réseau des partenariats de coopération une priorité. Les partenariats franco-maliens sont encouragés à se regrouper selon leur région de coopération afin de leur assurer une meilleure visibilité, comme ceux de la région de Mopti ou de Kayes, ou à se rassembler autour d’une thématique, comme celle des projets hydrauliques. Les nouvelles technologies comme l’informatique doivent être utilisées pour favoriser le lien entre les collectivités engagées dans des projets de coopération au Mali.

La parole est donnée aux réseaux régionaux. Horizons Solidaires pour la Basse-Normandie, Lianes Coopérations pour la région Nord-Pas-de-Calais et Centraider pour la région Centre ont expliqué leur fonctionnement, basé sur le regroupement des divers acteurs de la solidarité (écoles, comités de jumelage, établissements, etc..). La pertinence de telles structures tient à la capitalisation des expériences réalisées lors des réunions multiacteurs, permettant de favoriser les échanges, de faire circuler les informations et de mettre les compétences en commun.

Le GRDR quant à lui poursuit ses programmes, en particulier l’appui à la sécurité alimentaire et au secteur horticole, la santé et l’hydraulique (www.grdr.org)

La mise en réseau des partenariats augmente donc l'efficacité des actions menées. L'exemple du groupe « Tourisme responsable »¹ de Cités Unies France illustre l'intérêt d'un tel regroupement dans la mise en oeuvre de projets de coopération sur une thématique donnée.

E/ La crise alimentaire mondiale et ses effets au Mali

Quelques mois après les violentes émeutes de la faim, le monde reste en proie à une crise alimentaire. Les récentes incertitudes financières laissent envisager une nouvelle envolée des prix. Le continent africain représente un enjeu de taille dans la lutte contre la sous-alimentation car 70 % de la population africaine vit de près ou de loin de l'activité agricole et ce sont paradoxalement ces populations qui sont les plus touchés.

Au Mali, pays à fort caractère rural, de plus en plus de personnes souffrent de sous-alimentation. Six millions de personnes, soit la moitié de la population malienne, vit avec moins de 600 F CFA, soit moins de 1 € par jour. Malgré le bon rendement des récoltes de 2007 et la constitution de stocks, les prix restent trop élevés pour une large partie de la population. Hormis une baisse générale du prix du riz, nous constatons une hausse du prix des céréales sèches.

Les collectivités territoriales françaises ont été interpellées par cette crise et plus particulièrement par ses conséquences sur le continent africain. Elles ont été nombreuses à se mobiliser lors de la journée de réflexion et d'échanges intitulée « **Développement de la faim : l'Afrique peut-elle se nourrir elle-même et comment ?** »². À la suite de cette journée, le CFSI et CUF ont souhaité s'interroger sur les pratiques de la coopération décentralisée en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique.

Une étude est actuellement en cours. L'objectif est d'acquérir une connaissance approfondie des démarches afin de dégager des perspectives pour de futures actions. Un questionnaire a été diffusé dès le mois de décembre 2008 auprès des collectivités territoriales et organisations de la société civile française. Une restitution sera organisée lors d'une journée transversale regroupant les groupes pays du pôle Afrique. Tristan Routier, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

F/ Tour de table des projets 2009

Mulhouse projette de réaliser son programme d'accès à l'eau potable dans la région de Mopti, et travaillera en partenariat avec l'IRCOD sur des questions d'assainissement des déchets liquides.

Clamart s'engagera dans une étude sur les déchets et l'hygiène, tout en menant des actions continues sur la santé. La collectivité souhaite aussi approfondir son programme de formation des infirmières.

Saint-Jean de la Ruelle mènera un projet de formation de personnel de santé, et ouvrira un « jardin des femmes ».

¹ Contacts : Fabiola RIVAS, f.rivas@cites-unies-france.org et Anne-Claire GAUDRU, jeunesse@cites-unies-france.org ; site internet CUF : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique31>

² Organisée par le CFSI, CUF et la revue Alternatives Economiques le 16 octobre 2008. Compte-rendu du débat public disponible sur le site de CUF : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique102>.
Contact : Tristan Routier : etude@cites-unies-france.org).

Alençon s'investira dans la construction d'une école à destination des malentendants, en partenariat avec la coopération suisse.

Le FCDM (France Cercle de Ménaka) réalisera un vaste programme d'assainissement de la ville de Gao. Il fera aussi venir en France comme chaque année trois femmes maliennes sur le thème de la périnatalité.

→ Par souci de partage de l'information, les membres du groupe-pays Mali sont invités à faire connaître le calendrier de leurs missions au Mali et accueil de délégations sur leur territoire. Pour mieux répondre à vos attentes, Cités Unies France vous remercie de transmettre également vos souhaits et besoins quant aux informations, aux contacts et au contenu des réunions qui vous sont proposés.

→ Le répertoire 2008 des partenariats franco-maliens diffusé aux collectivités qui y ont contribué, peut être commandé sur le site internet de Cités Unies France, page www.cites-unies-france.org/spip.php?article58.

Contact Publications : Katarina FOTIC, k.fotic@cites-unies-france.org

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des participants

Annexe 2 : Compte-rendu de la réunion du groupe santé Mali du 12 février 2009 (après-midi)

Annexe 3 : Compte-rendu de la réunion plénière du groupe-pays Mali du 26 juin 2008, téléchargeable sur le site, page <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article280>

Compte-rendu rédigé par Mina de Beaumont

Liste des participants

David ALLAIS, conseiller municipal, Gentilly

Elodie BARITAUX, chargée de mission, Centraider

Anne Laure BARRES, responsable des relations internationales, Ivry sur Seine

Sandra BAUDE, animatrice, Horizons solidaires

Bruno BOURDIEL, responsable de jumelage-coopération, Conseil général de l'Allier

Silvia CAMARA-TOMBINI, Adjointe au maire, Angers

Guy Michel CHAUVEAU, Maire de la Flèche, président du groupe pays

François DERISBOURG, Lianes coopération

Ismaila DIAGNE, chargé de mission, AFVP

Mamadou DIARRA, conseiller municipal délégué, Saint Jean de la Ruelle

Christine FARGES, responsable des relations internationales, Angers

Astrid FREY, chargée de mission pôle Afrique, CUF

Maurice GUENZI, comité de jumelage, Ivry sur Seine

Bernard JOURDAIN, Président du comité de jumelage d'Alençon

Christian KELNER, président, FCDM (France Cercle de Ménaka)

Constance KOUKOU, chargée de mission pôle Afrique, CUF

Amadou KOUYATE, Président du comité de jumelage, La Flèche

Mariame LABIDI, directeur des relations internationales, Rennes

Jean-Michel LE ROUX, Président du comité de jumelage, Pontivy

Françoise MAMDY, Présidente du comité de jumelage, Braine

Gérard MANCEAU, adjoint au maire, Allones

Claire MELAC, secrétaire, Conseil général de l'Allier

André MICHEL, conseiller municipal, Le Vésinet

Françoise MORGERE, adjointe de quartier, jumelage et coopération décentralisée, Clamart

Martine MOSER-FAESCH, chargée de mission, service des relations internationales, Mulhouse

Anne PERRIER, responsable du service vie associative, Clamart

Mme PHILIPPON, Présidente de l'association Maliance, Dourdan

Katell PROVOST, chargée de mission aux relations internationales, direction des relations internationales, Rennes

Zaynab TERA, chargée d'études, GRDR
